



COMMISSION EUROPÉENNE

[CHECK AGAINST DELIVERY]

Jean-Claude Juncker

Candidat à la présidence de la Commission européenne

Un nouvel élan pour l'Europe

Discours d'ouverture de la session plénière du Parlement européen
Strasbourg, 15 juillet 2014

Le 25 mai, les citoyens européens nous ont parlé. Ils nous ont envoyé des messages forts quoique parfois contradictoires. Aujourd'hui, et au cours des années à venir, nous devons leur répondre. Répondre à leurs attentes, à leurs angoisses, à leurs espoirs, à leurs rêves; parce qu'en Europe, il y a une place pour le rêve. C'est ici même, au Parlement européen, haut lieu de la démocratie européenne, que je vais présenter les orientations générales qui présideront aux travaux et à l'action de la prochaine Commission. Je dis bien les orientations générales – des orientations sommaires – que je vous ai fait parvenir par écrit, dans toutes les langues officielles, car toutes les langues ont la même dignité. Et je voudrais remercier les traducteurs qui ont passé une nuit blanche sur un texte que j'ai finalisé tard, hier soir. Le programme détaillé de la Commission sera l'œuvre du Collège des commissaires qu'il vous reviendra de légitimer par votre vote à l'automne.

Le Parlement, qui vient d'entamer son mandat, est un Parlement différent de ses prédécesseurs. Vous êtes le premier Parlement à élire vraiment, dans tous les sens du terme, le Président de la Commission. Vous l'élierez dans un nouvel esprit. Le lendemain des élections, vous avez insisté sur l'exigence qu'il y avait de tenir compte des résultats du suffrage universel. En le faisant, vous avez donné son véritable sens, sa véritable signification démocratique et politique à l'article 17 paragraphe 7 du traité de Lisbonne. Sans votre insistance et sans votre plaidoyer, cet article serait resté lettre morte pour toujours. Vous avez défendu le principe démocratique, et vous avez eu raison de le faire. Un Parlement qui impose l'observation du principe démocratique fait un travail noble et ne mérite ni critiques acerbes et injustifiées, ni procès d'intention mal inspiré. Je veux rendre aussi hommage aux autres candidats têtes de liste qui ont ajouté une forte dose de vivacité à notre débat démocratique. Si la famille politique de l'un d'entre eux avait remporté le scrutin, j'aurais été le premier à demander à cette assemblée de l'investir du mandat de composer la prochaine Commission.

Le Parlement et la Commission sont deux institutions communautaires par excellence. Dès lors, il n'est que normal que le Président de la Commission et celui du Parlement, d'une part, et le Parlement et la Commission de l'autre, entretiennent des relations de travail et de conception privilégiées. Nous serons des acteurs communautaires, non pas contre le Conseil européen ou contre le Conseil des ministres. L'Europe ne se construit pas contre les Etats ni contre les nations, qui ne sont pas une invention provisoire de l'histoire mais qui sont installés dans la durée. Nous, le Parlement et la Commission, agissons dans l'intérêt général et je voudrais que nous le fassions ensemble.

Le Conseil européen propose le Président de la Commission. Cela ne fait pas de lui son secrétaire. La Commission n'est pas un comité technique composé de haut-fonctionnaires brillants aux ordres d'une autre institution. La Commission est politique. Je la veux plus politique. Elle sera très politique. Sa composition doit refléter la pluralité

de la majorité d'idées qui est en train de se mettre en place. J'aimerais que le Conseil européen, lorsqu'il organisera son architecture interne, s'inspire du même principe.

Le Président de la Commission est élu par votre assemblée. Cela ne fait pas de lui un receveur d'ordres. Je ne serai pas l'aide de camp du Parlement européen. Mais ne doutez pas une seule seconde de ma volonté de mettre fin à la fonction d'un commissaire auquel vous auriez retiré votre confiance, ni de ma volonté de faire suivre en principe par une proposition législative vos interventions et vos invitations en ce sens.

Aussi, le droit de poser des questions ne sera pas entamé. Il restera tel quel.

Je vais demander aux commissaires d'assister plus souvent aux moments forts des trilogues importants et je voudrais que le Conseil fasse de même. Je ferai en sorte que le registre des lobbies soit rendu public et obligatoire. Je voudrais que les Européens sachent qui est venu voir qui et qui a parlé à qui, et je voudrais que les autres institutions nous suivent dans cette démarche.

Je ferai en sorte que les règles de procédure entourant les diverses autorisations en matière d'OGM soient revues. Je ne voudrais pas que la Commission puisse décider alors qu'une majorité d'Etats membres ne l'y auraient pas encouragé.

D'une façon générale, renonçons aux débats idéologiques qui n'ont d'autre fin que d'alimenter les divisions. Remplaçons-les par des débats vertueux qui prennent appui sur des convictions fortes et sur des ambitions qui portent loin. Choisissons le pragmatisme comme méthode. Concentrons-nous sur des réalisations concrètes engendrant des effets bénéfiques pour tous les Européens. Ne fatiguons pas ceux qui nous observent par des débats institutionnels qui nous éloignent de l'essentiel, c'est-à-dire du citoyen européen. Et je demande aux gouvernements de résister plus souvent à la tentation de critiquer en rentrant chez vous les décisions que vous avez prises ensemble à Bruxelles.

Si vous avez dit oui à Bruxelles, ne dites pas non ailleurs. Ne dites jamais plus après une réunion du Conseil que vous avez remporté une victoire et que les autres ont perdu. En Europe, nous gagnons ensemble, et c'est ensemble que nous perdons.

L'Europe est devenue illisible, parce que très souvent nous transformons sa description en caricature. Renonçons au nombrilisme national. En Europe, jouons collectif: appliquons la méthode communautaire. Elle est exigeante, oui mais elle est efficace, elle a fait ses preuves, et elle est plus crédible que les dérives intergouvernementales. Il faut réhabiliter la méthode communautaire.

L'Europe a perdu de sa crédibilité.

L'Union européenne s'éloigne de ses citoyens. Il faudrait être vraiment sourd et aveugle pour ne pas s'en rendre compte.

L'Union européenne souffre bien souvent d'un déficit de communication et est régulièrement contrainte de devoir mieux expliquer ce qu'est l'Europe.

L'Europe a besoin d'une réforme en profondeur.

Le statu quo ne saurait suffire. Nous devons faire plus. Les gens ont très souvent peur des réformes, qu'ils perçoivent comme une menace, comme une source de risques. Mais ne pas prendre de risques, c'est le plus grand des risques. Nous devons prendre des risques pour rendre l'Europe plus compétitive.

Nous avons, en tant qu'Union européenne, perdu de notre compétitivité au niveau international et mondial.

Nous avons perdu du terrain à cause de notre immobilisme. Nous devons nous battre pour reprendre l'avantage.

On confond souvent compétitivité avec démontage social unilatéral, mais ce n'est pas par ce dernier que l'on parvient à la compétitivité. Pour assurer la compétitivité, il faut adopter une approche pluridimensionnelle. La compétitivité est nécessaire pour faire de l'Union européenne un lieu attrayant où s'établir, tant pour les citoyens que pour les investisseurs.

Il faut également respecter le principe selon lequel l'économie doit être au service de l'homme, et non l'inverse. L'économie doit être au service de l'homme.

Cela suppose que les règles du marché unique ne l'emportent pas sur les règles sociales, qui ne seraient alors que des normes minimales. Le marché unique n'a pas toujours automatiquement la priorité; le social doit également avoir sa place en Europe.

Je suis un fervent partisan de l'économie sociale de marché. «La prospérité pour tous», disait Ludwig Erhardt. Et non pas «la prospérité pour quelques-uns». «La prospérité pour tous», tel doit être le mot d'ordre dans l'économie et dans la politique sociale. La crise fait dire à certains que l'économie sociale de marché aurait échoué. Non, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas l'économie sociale de marché qui a échoué. Ce sont ceux qui, par leur âpreté au gain, par leur cupidité, par une politique de l'argent facile, sont allés à l'encontre des valeurs essentielles de l'économie sociale de marché.

L'économie sociale de marché ne fonctionne que s'il y a un dialogue social. Or le dialogue social a souffert pendant les années de crise. Il doit être relancé au niveau national, mais aussi, et surtout, au niveau européen. Je veux être un président du dialogue social.

Pour éviter les délocalisations, il faut de la croissance - pas des politiques de relance par l'endettement, qui se soldent par des feux de paille et n'ont pas d'effets durables sur le marché de l'emploi. Ce qu'il nous faut, c'est une croissance pérenne, sur plusieurs décennies. Nous avons besoin d'un programme ambitieux en faveur de l'emploi, de la croissance, des investissements et de la compétitivité. Pourquoi? Parce que dans l'Union, il y a beaucoup de gens que nous devons ramener vers l'Europe, réintégrer dans la vie. Les politiques de croissance, les plans de compétitivité, les programmes d'investissement n'ont qu'un seul objectif: ramener les gens au cœur de la société.

On voit actuellement se créer un 29^{ème} État au sein de l'Union européenne. Il s'agit de l'État des «sans-emploi». Un État où les jeunes sont devenus des chômeurs; un État où l'on trouve des exclus, des rejetés, des laissés-pour-compte. Je voudrais que ce 29^{ème} État membre redevienne un État membre normal. C'est pourquoi je propose un ambitieux programme d'investissement. J'entends présenter cet ambitieux programme de croissance, d'investissement, de compétitivité et de création d'emplois d'ici février 2015.

Je souhaiterais qu'au cours des trois prochaines années, nous mobilisions 300 milliards d'euros d'investissements publics, et surtout privés. Nous nous y emploierons, et je serais reconnaissant au Parlement de bien vouloir me soutenir dans cette voie. Ce projet pourra être réalisé au moyen d'une utilisation ciblée des fonds structurels existants, d'une part, et des instruments actuels et futurs de la Banque européenne d'investissement, d'autre part. Il faut des investissements coordonnés dans des projets d'infrastructure, des investissements dans le haut débit et dans les réseaux énergétiques, ainsi que des investissements dans les infrastructures de transport des centres industriels. Il faut réindustrialiser l'Europe. Il faut également des investissements dans le domaine industriel, dans la recherche et le développement et dans les énergies renouvelables. Ces dernières ne sont pas un domaine réservé aux bien-pensants écologistes. Les énergies renouvelables et leur développement sont indispensables pour

que l'Europe de demain devienne véritablement un lieu d'implantation, doté d'atouts solides et durables, qui lui permettent de tirer son épingle du jeu face aux autres acteurs mondiaux.

Une Europe qui investit davantage est une Europe qui se prépare un avenir plus prospère et qui crée des emplois. Les investissements sont le meilleur allié des chômeurs. Nous devons, en parallèle, étendre la garantie pour la jeunesse. Je voudrais que nous relevions la limite d'âge de 25 ans à 30 ans. Nous ne pourrions réaliser des investissements ciblés que si nous progressons sur le front de la réduction de la bureaucratie, en particulier en ce qui concerne les PME.

Les PME ne font pas partie du grand capital. Elles travaillent dur et elles créent des emplois. Nous devons faire davantage pour les PME, notamment en prenant toutes les mesures pour supprimer la surréglementation et la bureaucratie excessive. Nous devons appliquer rigoureusement le principe de subsidiarité. Depuis le traité de Maastricht, on débat de la bonne application de ce principe. Mais on l'applique mal. Nos débats mobilisent plus de temps que les efforts que nous déployons pour progresser sur le front de la réduction de la bureaucratie et pour faire en sorte que la Commission européenne - et l'Union européenne - au lieu de s'immiscer dans tous les aspects imaginables de la vie des citoyens, s'occupe des véritables grands problèmes européens. Chaque problème existant en Europe n'a pas vocation à devenir un problème de l'Union européenne. Ce sont les grandes affaires dont nous devons nous occuper.

Tout ceci, Monsieur le Président, doit évidemment se dérouler dans le respect du pacte de stabilité. Nous ne modifierons pas le pacte de stabilité et de croissance dans ses grandes lignes. C'est ce que le Conseil européen a affirmé. Je me tiendrai à ce principe au cours des prochaines années.

La stabilité a été promise lors de l'introduction de la monnaie unique. Cette stabilité n'est pas seulement une exigence de départ, c'est une exigence durable. La stabilité a été promise et l'Europe n'a pas le droit de rompre sa promesse. Je ne la romprai pas.

Mais le Conseil européen a souligné à juste titre que les marges de manœuvre offertes par le pacte de stabilité, tel que révisé en 2005 et en 2011, pouvaient également servir à pleinement exploiter la dimension de croissance du pacte de stabilité et de croissance. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait par le passé; et ce que nous continuerons à faire encore davantage à l'avenir. Je tiens à cet égard à souligner que ce que nous avons entrepris et accompli ces dernières années ne doit pas être sous-estimé. J'ai été président de l'Eurogroupe et je suis bien content de ne plus l'être. Ce n'était vraiment pas une sinécure. Je ne suis d'ailleurs pas certain que le mandat que je me propose aujourd'hui de remplir se révèle plus agréable. Mais pendant la crise de l'euro, qui, en réalité, n'était pas une crise de l'euro mais de l'endettement, nous avons dû réparer en plein vol un avion en feu. Cela n'a pas été simple, cela n'a pas toujours correspondu à toutes les règles de l'art de la grande politique, ni respecté les canons d'une esthétique politique sophistiquée, mais nous sommes parvenus à faire en sorte que la zone euro reste entière.

Il y a un peu plus d'un an, des spéculateurs de tous horizons ont misé sur un effondrement de la zone euro. Or elle ne s'est pas effondrée. Sur de nombreuses places financières, on a parié que la Grèce sortirait de la zone euro.

J'ai tout fait, et j'en suis fier, pour que la Grèce, ce peuple talentueux, cette grande nation, reste membre de l'Union économique et monétaire européenne.

Mais nous avons également commis des erreurs. Réparer en vol un avion en feu, ce n'est pas facile; parfois, on s'y brûle les doigts.

Si, à l'avenir, on devait à nouveau en venir à des programmes d'ajustement- quoique je ne pense pas que cela sera nécessaire dans les prochaines années - je voudrais qu'avant de recourir à un tel programme, une étude d'impact social très minutieuse soit réalisée. J'aimerais, en effet, connaître l'incidence des programmes d'ajustements sur la vie de nos citoyens.

À l'avenir, il ne pourra pas y avoir de programme d'ajustement sans analyse préalable de son impact social.

Je voudrais qu'à chaque fois qu'un programme d'ajustement est envisagé, nous disposions d'un plan B. Un plan B sur lequel se rabattre si les prévisions macroéconomiques ne se réalisent pas. Lorsque la croissance d'un pays est plus faible que celle escomptée par un programme d'ajustement, il faut alors pouvoir ajuster l'ajustement. C'est pourquoi je préconise d'élaborer parallèlement un plan B.

La Troïka est, selon moi, un instrument qui doit être repensé.

Le Parlement a souligné, dans ses rapports à ce sujet, que, telle qu'elle fonctionne actuellement, la Troïka présente un déficit démocratique. Elle manque de légitimité démocratique; il lui manque une dimension parlementaire. Il faut repenser cette Troïka, la rendre plus démocratique, plus parlementaire et plus politique. C'est ce que nous allons faire.

Nous ne pouvons pas dépenser l'argent que nous n'avons pas. Il nous faut remplacer les déficits et les dettes par des idées. Ces idées existent: nous devons tirer un meilleur parti des possibilités offertes par les technologies numériques, qui ne connaissent aucune frontière. Nous devons briser les barrières nationales en matière de réglementation des télécommunications, de droit d'auteur et de protection des données, ainsi qu'en matière de gestion des ondes radio. Nous devons faire tomber ces barrières, ces freins à la croissance. Les frais d'itinérance en Europe doivent disparaître, et ils disparaîtront. Si nous parvenons à mettre en place un véritable marché unique numérique, nous pourrions générer 250 milliards d'euros de croissance supplémentaire dans l'Union. Nous le ferons.

Ainsi qu'il a fréquemment été dit pendant la crise en Ukraine, nous avons besoin d'une Union plus résiliente sur le plan de l'énergie, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique. Il nous faut réorganiser la politique énergétique européenne dans le cadre d'une nouvelle Union européenne de l'énergie. Nous devons mettre les ressources en commun, combiner les infrastructures et parler d'une seule voix lors des négociations avec des pays tiers. Nous devons diversifier nos sources d'énergie et réduire la forte dépendance énergétique de plusieurs de nos États membres.

Je veux que l'Union européenne devienne le numéro un mondial des énergies renouvelables. Nous contribuerons de manière significative à accroître l'efficacité énergétique au-delà de l'objectif fixé pour 2020, notamment en ce qui concerne les bâtiments. J'estime que, dans ce domaine, un objectif contraignant de 30 % pour 2030 est le minimum obligatoire si nous voulons que notre politique soit crédible et tournée vers l'avenir. Comment, en effet, pourrions-nous être le leader de l'action en matière de changement climatique si nous manquons de crédibilité sur le plan de l'efficacité énergétique?

Le marché intérieur doit être parachevé. Si nous faisons aboutir ce projet, nous apporterons 200 milliards d'euros supplémentaires de valeur ajoutée à l'économie européenne. Nous nous devons donc de réussir.

Nous devons assortir les nouvelles règles bancaires européennes d'une Union des marchés de capitaux. Pour améliorer le financement de notre économie, nous devrions

développer et intégrer davantage ces marchés de capitaux. Cela réduirait les coûts de financement, notamment pour les PME.

La libre circulation des travailleurs a toujours été l'un des piliers centraux du marché intérieur. Je défendrai ce principe.

La libre circulation est une chance, et non une menace. Les règles ne seront pas modifiées. Il appartiendra aux autorités nationales de lutter contre les abus ou les demandes frauduleuses. J'engagerai un réexamen ciblé de la directive relative au détachement des travailleurs et de son application. Nous devons combattre le dumping social et nous le ferons.

Je lutterai contre la fraude et l'évasion fiscales. Je suis favorable à l'adoption, au niveau de l'Union, d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et d'une taxe sur les transactions financières. Nous devons combattre le blanchiment d'argent et nous le ferons.

Pour ce qui est de l'Union économique et monétaire, je voudrais attirer votre attention sur le fait que la crise n'est pas terminée.

La crise n'est pas terminée tant qu'il y a 25 millions hommes et femmes au chômage. La crise sera terminée lorsque le plein emploi aura été restauré. Pour y arriver, nous devons mieux coordonner nos politiques économiques. Nous devons mettre en place une gouvernance économique. Et nous le ferons. Nous devons rester exigeants en ce qui concerne la nécessaire mise en place des réformes structurelles qui, à moyen terme, contribueront à la croissance de l'économie européenne. Si les Etats membres de l'Union économique et monétaire font des efforts particuliers, il faudra que nous réfléchissions à des incitations financières qui accompagneront ce processus. Il faudra, dans ce cadre, réfléchir à la mise en place d'une capacité budgétaire propre pour la zone euro.

Nous devons cesser le ridicule; nous devons cesser de nous faire représenter en tant qu'une des monnaies les plus fortes du globe par autant de représentants qui, très souvent, se contredisent. Je voudrais que l'Union économique et monétaire, et que l'euro, soient représentés par une seule chaise, une seule place, une seule voix dans les institutions de Bretton Woods.

Puisque je parle de Bretton Woods, qui se trouve au milieu des Etats-Unis, je voudrais vous dire un mot au sujet de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Je suis pour la conclusion de cet accord. Je crois que les deux espaces économiques les plus vastes, que les deux plus grandes démocraties de la planète peuvent conjuguer leur force dans l'intérêt à la fois des Américains et des Européens. Ceci dit, l'accord ne sera pas conclu à n'importe quel prix. Nous ne pouvons pas abandonner nos normes en matière de santé. Nous ne pouvons pas abandonner nos normes sociales. Nous ne pouvons pas abandonner nos exigences en matière de protection des données. Je ne voudrais pas que la protection des données fasse partie de la négociation avec nos amis américains. Et je ne voudrais pas que nous mettions en place des juridictions parallèles et secrètes. Nous sommes des espaces de droit, et aux Etats-Unis comme en Europe, appliquons le droit.

Faisons en sorte que ces négociations soient entourées d'une transparence maximale. Je vous le dis: si nous ne publions pas les documents afférents – je ne parle pas des documents portant sur les stratégies de négociation – cet accord échouera. Il échouera devant les opinions publiques, il échouera devant ce Parlement, il échouera devant nos Parlements nationaux si jamais il devait y avoir un accord mixte. Donc soyons plus transparents car nous n'avons rien à cacher. Ne donnons pas l'impression de cacher

quelque chose, travaillons dans la transparence et rendons public les documents afférents.

L'Union européenne est une union de valeurs. Nous sommes crédibles à l'égard du reste du monde si nous sommes exigeants à l'intérieur en matière de valeurs fondamentales. Je nommerai un commissaire qui sera responsable de l'application de la Charte des Droits fondamentaux. Je voudrais que l'UE rejoigne le plus rapidement possible la Convention européenne des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

La directive anti-discrimination restera sur la table et j'essaierai de convaincre le Conseil de l'adopter le plus rapidement possible, au moins dans ses grandes lignes.

L'immigration légale et l'immigration illégale sont des sujets qui, presque au quotidien, occupent nos concitoyens. Nous avons besoin d'une politique commune en matière d'asile et je la proposerai. Nous devons réfléchir sur l'immigration légale dont l'Europe aura cruellement besoin dans les cinq ans à venir. Faisons aussi bien que les Etats-Unis, que le Canada et que l'Australie. Nous pouvons réussir ce qu'ils réalisent depuis toujours.

Protégeons nos frontières extérieures. Luttons contre les bandes criminelles qui font de l'argent avec le malheur des autres. Aidons ceux qui veulent venir chez nous déjà sur place, avant qu'ils ne prennent le bateau pour traverser la Méditerranée. Et faisons en sorte qu'une meilleure solidarité s'établisse entre le Nord et le Sud de l'Europe. L'immigration illégale, le problème des réfugiés ne sont pas les problèmes de Malte, de Chypre, de l'Italie ou de la Grèce, ce sont les problèmes de l'Europe tout entière.

Au sujet de la politique extérieure, je serai bref. Nous avons besoin d'urgence d'une politique extérieure et de sécurité commune. Je voudrais, et je m'y emploierai, que le ou la haute représentante pour les affaires étrangères ne soit plus freiné(e) par les ministres des affaires étrangères de l'UE. Une politique extérieure commune nécessite aussi de donner à la diplomatie européenne un visage unique à l'étranger.

Le ou la représentante pour les affaires étrangères, dont les tâches sont nombreuses, sera soutenu(e) par les commissaires chargés des autres portefeuilles.

En matière de défense, il ne s'agit pas de faire de l'Union européenne un contre-projet face à l'OTAN. L'UE et l'OTAN doivent travailler de concert et être en phase. Dans le domaine de la défense, nous avons besoin d'une coopération renforcée, comme le prévoit d'ailleurs le traité de Lisbonne. Il faut surtout plus de coopération en matière de marchés publics, au lieu d'être en concurrence pour se procurer ce qui correspond à nos besoins communs.

Au cours des cinq prochaines années, aucun nouveau membre ne viendra rejoindre l'Union européenne. Dans l'état actuel des choses, il est impensable que l'un des pays candidats avec lesquels nous négocions parvienne, d'ici 2019, à remplir jusque dans les derniers détails tous les critères d'adhésion. Mais les négociations vont se poursuivre, et d'autres nations européennes et pays européens ont besoin d'avoir une perspective européenne crédible et sincère. C'est le cas, en particulier, des pays des Balkans occidentaux. Cette région d'Europe au destin tragique a véritablement besoin d'une perspective européenne. Sinon, les vieux démons se réveilleront à nouveau.

J'aurais voulu vous parler plus en détail de la nécessaire politique industrielle que nous devons mettre en place en Europe pour faire augmenter la part relative de l'industrie dans le PIB européen jusqu'à une valeur de 20 %. J'aurais voulu vous parler plus en

détail de l'Ukraine dont je veux saluer aujourd'hui le peuple et lui dire que nous sommes d'avis que ce peuple est européen et qu'il a sa place en Europe.

J'aurais voulu vous expliquer en détails pourquoi j'estime nécessaire que, dans tous les pays de l'Union européenne, nous mettions en place des salaires sociaux minimaux et des revenus minimaux d'insertion garantis. Nous agissons dans ce sens.

J'aurais voulu vous dire ma conviction qui est que les services d'intérêt général et que les services publics doivent être sauvegardés et ne peuvent pas être à la merci des caprices de l'époque. Défendons le service public en Europe!

J'aurais voulu vous parler de l'Afrique, de cette Afrique si souvent malheureuse et si souvent oubliée. Mais de cette Afrique riche en ressources et notamment riche en ressources humaines. N'oublions pas l'Afrique et faisons en sorte que cesse ce scandale, cette tragédie, ce drame chaque jour répété que toutes les six secondes un homme meurt de faim et que nous perdons 25 000 enfants chaque jour à cause de la faim. Tant que chaque jour, 25 000 enfants mourront de faim, l'Europe n'aura pas terminé ses travaux. L'Europe a la responsabilité de changer cette situation.

Il faudra que nous prenions un nouveau départ, que nous entendions ceux qui nous ont parlé le 25 mai. Mais l'heure n'est pas à la révolution. L'heure n'est pas non plus à la contre-révolution. Si nous voulons que les Européens tombent amoureux une nouvelle fois de leur Europe, disons-leur que nous sommes fiers de l'Europe. Disons-leur que nous sommes fiers de beaucoup de ce que nous avons fait au cours des décennies écoulées.

On dit souvent que la question entre guerre et paix ne se pose plus. Or, le dialogue peu vertueux entre la guerre et la paix reste un sujet européen. Nous venons de découvrir à la périphérie de l'UE que la paix n'est pas un visiteur permanent du continent européen.

Soyons fiers de la génération de nos pères et mères, de la génération de nos grands-parents, qui, de retour des champs de bataille et des camps de concentration ont fait de cette éternelle prière d'après-guerre : « Plus jamais la guerre », un programme politique qui, jusqu'à ce jour, montre ses bénéfiques. Nous sommes redevables envers nos pères.

Soyons fiers d'avoir été à même, au cours des années 90, de réussir l'élargissement, d'avoir réconcilié l'histoire et la géographie européenne, d'avoir mis fin à ce funeste décret d'après-guerre qui voulait que l'Europe soit divisée en deux parties pour toujours. Nous avons réuni, sans armes mais avec conviction, la géographie et l'histoire européennes, et je voudrais rendre hommage à ceux qui, en Europe centrale et orientale, un jour ont décidé de prendre l'histoire en mains. De ne plus subir l'histoire, mais de faire l'histoire eux-mêmes. Cessons de parler d'anciens et de nouveaux Etats membres. Il y a des Etats membres, ni nouveaux, ni anciens !

Et soyons fiers d'avoir mis en place la monnaie unique. La monnaie unique ne divise pas l'Europe, la monnaie unique protège l'Europe.

J'ai été ministre des Finances dans mon pays pendant vingt années. Tous les six mois, je devais me rendre à Bruxelles pour assister à des réalignements monétaires. Tous les six mois, j'ai vécu « live and in colour » à quel point le désordre monétaire était dangereux pour l'économie européenne. J'ai vécu de très nombreuses fois la perte de dignité d'un Etat qui, faute d'être resté compétitif, devait dévaluer. J'ai assisté avec amertume à des scènes terribles où ceux qui devaient augmenter la valeur externe de leur monnaie ne voulaient pas le faire de peur de perdre des marchés, et où ceux qui devaient dévaluer n'osaient pas le faire craignant une incursion massive, un retour désordonné de l'inflation.

Si pendant les événements de l'Ukraine, si pendant la crise économique et financière qui nous a frappés et qui a fait de l'Europe l'épicentre d'une bataille mondiale, nous étions

toujours dans le système monétaire européen, l'Europe aujourd'hui serait en guerre monétaire. La France contre l'Allemagne, l'Allemagne contre l'Italie, l'Italie contre le Portugal et l'Espagne tous contre tous. L'euro, sa discipline et ses ambitions font en sorte que nous connaissons un ordre monétaire qui nous protège. L'euro protège l'Europe.

Et la Grèce ne voulait pas quitter la zone monétaire. Et nous ne voulions pas que la Grèce quitte la zone monétaire.

Si nous n'avions pas fait ce que nous avons fait au cours des décennies écoulées, si nous n'avions pas fait de l'Europe un continent de paix, si nous n'avions pas réconcilié l'histoire et la géographie européennes, si nous n'avions pas mis en place la monnaie unique et si nous n'avions pas construit en Europe le plus grand marché intérieur au monde, dans quelle situation nous retrouverions-nous aujourd'hui? Nous serions des sans-grades, nous serions désarmés, nous serions affaiblis, nous serions sans arme. Aujourd'hui, grâce au travail et aux convictions de nos prédécesseurs, l'Europe est un continent qui fait en sorte que ceux qui l'habitent puissent vivre en paix et dans un bien-être relatif.

Je ne veux pas d'une Europe qui occupe les gradins de l'histoire. Je ne veux pas d'une Europe qui observe les autres lorsqu'ils font, agissent, avancent. Je voudrais une Europe qui occupe le milieu du terrain, une Europe qui joue en avant, une Europe qui gagne, protège, existe et soit un modèle pour les autres. Pour ce faire, inspirons-nous des principes et des convictions que nous ont légués les grands Européens, qui étaient là alors que nous n'étions encore nulle part. Je veux rendre ici hommage à Jacques Delors, grand Président de la Commission. N'est pas Delors qui veut, mais Delors est mon ami et mon maître, et son œuvre m'inspirera chaque jour. Je veux rendre hommage ici à François Mitterrand, qui a dit que les nationalismes mènent à la guerre. Mitterrand avait raison.

Et je veux rendre hommage à Helmut Kohl qui, fut, de mon vivant, le plus grand Européen que j'ai eu la chance de connaître.

Faisons comme eux: ils avaient de la patience, du courage, de la détermination. Ayons le même courage, la même détermination, la même patience. Ayons ce courage, cette patience, cette détermination qu'imposent les longs trajets et les grandes ambitions.

Nous pouvons faire de grandes choses ensemble, pour l'Europe, pour ses citoyens, pour le monde.

Je vous remercie pour votre attention.